

Comité Action Publique 2022
19 septembre 2018

Des travaux sur plusieurs mois pour réaliser un travail en profondeur sur les politiques publiques (1/2)

Des réflexions qui ont pris le temps nécessaire pour comprendre les difficultés dans toute leur complexité et identifier les bonnes réformes

- **44 membres** ont travaillé pendant **21 semaines**, répartis en **5 groupes thématiques**
- **Auditions des ministres** et de plus de **300 personnalités qualifiées**
- Organisation d'**ateliers thématiques**
- Audition par les Présidents des **organisations syndicales**
- Démarche originale basée sur des **échanges très réguliers avec les ministères** pour faire converger les propositions
- **Séances plénières** pour faire émerger des propositions transversales
- **Visites sur le terrain** par les Présidents pour s'imprégner de la réalité de l'action publique

Des travaux sur plusieurs mois pour réaliser un travail en profondeur sur les politiques publiques (2/2)

De grandes convictions se dégagent de ces travaux

- Nous sommes convaincus qu'**il est possible de faire des économies tout en améliorant la qualité de service et les conditions de travail des agents**
- Ces trois objectifs peuvent et doivent être poursuivis simultanément et **le numérique offre cette opportunité unique**
- **Ce sont des réformes que naîtront les économies, et non l'inverse** ; elles seront conduites au bénéfice des agents et de la qualité de service
- **L'environnement** (numérique, démographique, social, etc.) **se transforme** et transforme toutes les organisations ; les **attentes des citoyens** évoluent (personnalisation, transparence, collaboration) ; le niveau de **dépense publique** n'est plus soutenable
- Pour ces raisons il faut une **transformation radicale** et non plus des réformes incrémentales, le rachat ne peut plus être la solution
- Le **service public français est un atout** qu'il faut savoir faire évoluer : le Comité ne propose **pas d'abandonner de missions**, mais de transformer radicalement la manière de les exécuter, en agissant sur **le cœur de l'action publique**

Un rapport remis au Premier ministre avec 3 grandes catégories de propositions

1) Des propositions pour changer de modèle : condition indispensable pour faire réussir les transformations sectorielles

- En passant de la défiance à la **confiance**
- En passant d'une organisation verticale à l'**autonomie**
- En passant de l'opacité sur la performance à la **transparence**
- En recentrant l'Etat sur ses missions de **conception et de contrôle**, l'exécution pouvant être confiée à des agences ou au secteur privé

2) Des propositions de transformation des services publics, poursuivant plusieurs objectifs majeurs

- **Clarifier des systèmes devenus trop complexes**, difficiles à adapter au monde qui évolue et peu lisibles pour les usagers
- **Améliorer la qualité des services publics** qui constituent des investissements pour l'avenir et produisent des effets durables pour les citoyens
- **S'appuyer sur le numérique** pour proposer un service public augmenté

3) Des propositions visant à éviter les dépenses publiques inutiles

1^{ère} catégorie de propositions : changer de modèle

➤ Les 4 propositions du rapport

- Refonder l'administration autour de la **confiance et de la responsabilisation**
- **Investir dans le numérique** pour offrir un service public augmenté
- Assurer le **dernier kilomètre du service public** dans un monde numérique
- Bâtir un **nouveau contrat social** entre l'administration et ses collaborateurs

➤ Des propositions qui se traduisent dans plusieurs actions engagées par le Gouvernement

- Loi pour un **Etat au service d'une société de confiance (ESSOC)**
- **Plans de transformation numérique** demandés à l'ensemble des ministères
- **Circulaires du Premier ministre du 24 juillet 2018** relative à l'organisation territoriale des services publics (réinventer le service public de proximité) et à la **déconcentration** et à l'organisation des **administrations centrales**
- Lancement de **l'opération carte blanche à Cahors** pour reconstruire le service public à partir du terrain
- **Indicateurs de résultats des services publics** affichés au plus près des usagers (1^{er} déploiement en 2018)
- **Nouveau contrat social** : poursuite des chantiers annoncés lors du CITP du 1^{er} février 2018 (dialogue social, rémunération, accompagnement en matière d'évolution de carrière, recours au contrat)

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (1/3)

➤ Les 13 propositions du rapport

- Réduire le renoncement aux soins, améliorer l'espérance de vie en bonne **santé** et désengorger l'hôpital
- Retarder l'entrée dans la **dépendance** et mieux prendre en charge les personnes concernées
- Simplifier la vie des personnes en situation de **handicap** et de leurs proches
- Réduire les inégalités et classer la France dans les 10 meilleurs **systèmes éducatifs** mondiaux
- Augmenter et améliorer l'accueil dans **l'enseignement supérieur** en différenciant l'offre et en dégagant des ressources supplémentaires
- Mettre le **demandeur d'emploi** en capacité de choisir comment construire sa recherche d'emploi
- **Se loger** mieux à moindre coût
- Simplifier les **dispositifs sociaux** au titre de la solidarité nationale et mieux accompagner ceux qui en ont le plus besoin
- Réduire les délais de **jugement**

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (2/3)

➤ Les 13 propositions du rapport (suite)

- Assurer un taux d'exécution de 100% des **peines d'emprisonnement** ferme dans les délais, tout en supprimant la surpopulation carcérale
- Tendre vers une **administration fiscale** et des organismes de prélèvements sociaux plus économes / diminuer le coût de recouvrement des prélèvements obligatoires
- Aller vers une **société zéro cash** pour simplifier les paiements tout en luttant mieux contre la fraude fiscale
- Concentrer **l'offre audiovisuelle** publique sur le soutien à la création et à l'information

➤ A l'issue des travaux

- **Organisation d'ateliers** entre les membres du Comité et les ministères pour chaque politique publique
- **Annonce progressive des réformes engagées**, reprenant notamment les propositions du Comité

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (3/3)

➤ Réformes ministérielles annoncées suite aux ateliers AP22 avec les membres de CAP22

- **11/07 – Ministère de l'Action et des Comptes Publics**

- ✓ Vers une unification progressive des réseaux de recouvrement dans la sphère fiscale et dans la sphère sociale
- ✓ Suppression des petites taxes
- ✓ « Zero cash » au sein de l'administration fiscale
- ✓ Accélération du saut technologique de Bercy
- ✓ Restructuration des réseaux pour rapprocher le service public du citoyen

- **18/07 – Ministère du Travail**

- ✓ Coordination renforcée entre les différents acteurs du Service public de l'emploi : Pôle emploi, les Missions locales (accompagnement des jeunes) et les Cap emploi (accompagnement des travailleurs handicapés)
- ✓ Adaptation des effectifs et des moyens de Pôle Emploi au cycle économique
- ✓ Amélioration de l'offre de service de Pôle emploi en direction des demandeurs d'emploi les plus éloignés du travail et des entreprises (mobilisation renforcée face aux difficultés de recrutement)
- ✓ Poursuite de la modernisation du système de formation professionnelle, notamment de l'AFPA

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (3/3)

02/08 – Ministère de l'Éducation nationale

- ✓ Réforme de la **formation initiale** (plus professionnalisante, pré-recrutement) et de la **formation continue** (enrichissement et réorganisation pour la concilier avec le temps scolaire)
- ✓ Personnalisation des parcours dans l'éducation nationale (développement des recrutements en **seconde partie de carrière**)
- ✓ Accroissement du pouvoir d'achat des professeurs par le développement des **heures supplémentaires**
- ✓ **Nouvelle culture de l'évaluation plus régulière et transparente** (déploiement progressif d'un **label** attestant de la réussite des élèves et de la qualité de vie scolaire à la maille de chaque établissement ; création d'une **instance d'évaluation** au 1^{er} trimestre 2019)
- ✓ **Simplification de l'organisation territoriale** (vers 13 académies correspondant aux 13 régions) - développement parallèle d'une **GRH de proximité** (renforcement des marges de manœuvres des chefs d'établissement)

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (3/3)

Autres réformes CAP22 reprises par le Gouvernement dans ces grands chantiers

Justice (Loi pour la programmation de la justice)

- ✓ Mise en place des arrêts domiciliaires
- ✓ Resserrement de l'appel
- ✓ Développement des modes alternatifs de règlement des différends

Prestations sociales (plan pauvreté)

- ✓ Refonte de l'architecture des minimas sociaux
- ✓ Plus grande efficacité des dispositifs d'accompagnement

Santé (stratégie de transformation de l'offre de santé)

- ✓ Meilleure coordination des acteurs entre ville et hôpital
- ✓ Révision du système de tarification
- ✓ Accélération du virage numérique

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (3/3)

Autres réformes CAP22 reprises par le Gouvernement dans ces grands chantiers

Économie (PACTE, PLF/SS)

- ✓ Réforme des aides économiques (suppression des aides et des niches sociales/fiscales inefficaces)
- ✓ Réforme des réseaux consulaires (CCI)

Audiovisuel (plan de transformation de l'audiovisuel public 4 juin)

- ✓ Vers une offre publique plus différenciante par rapport aux chaînes privées (offre jeunesse, création, numérique)
- ✓ Rapprochement France 3-France Bleu
- ✓ Diffusion numérique de France 4

Sport

- ✓ Revue des missions pour une meilleure articulation du rôle de l'Etat (sport de haut niveau) et les collectivités territoriales (sports pour tous)
- ✓ Mise en place d'une gouvernance plus partenariale entre Etat, CT et fédérations (travaux en cours sur Agence du sport) ;
- ✓ Réforme des Conseillers techniques et sportifs (recentrage sur les QPV et les fédérations qui en ont le plus besoin)

2^{ème} catégorie de propositions : transformer les services publics (3/3)

➤ Les 5 propositions du rapport

- Supprimer les doublons entre l'Etat et les collectivités territoriales
- Rationaliser l'organisation territoriale de l'action publique
- Mettre un terme à toutes les interventions publiques dont l'efficacité n'est pas démontrée/ assurée
- Mutualiser davantage l'achat public et développer les externalisations
- Faire payer directement l'utilisateur de certains services publics

➤ Des propositions se traduisent dans certaines actions engagées par le Gouvernement

- **Identification précise des champs de compétences où une clarification des compétences est attendue**
Circulaire du Premier ministre du 24 juillet 2018 relative à l'organisation territoriale des services publics (développement économique, tourisme, logement, cohésion sociale, création et industries culturelles)
- Aller vers davantage de **modularité**, de **déconcentration** et de **mutualisations**
- Propositions précises de réorganisation des services déconcentrés de l'Etat attendues de l'ensemble des préfets pour **mi-octobre**